

Intervention CGT 1^{er} mai

Chères et chers camarades

Chères et chers ami-es

Chères et chers collègues

Nous sommes nombreuses et nombreux à nous être mobilisés ce jour pour cette journée internationale des travailleuses et des travailleurs.

Malgré la fraîcheur de ce 1^{er} mai, que vous soyez du public ou du privé, vous avez à nouveau fait la démonstration de l'unité des travailleurs face à la remise en cause systématique de nos conquits sociaux organisée par le patronat et ce gouvernement.

Tout d'abord j'adresse une pensée à tous les Gazaouis qui ont perdu un proche ou ont été blessés dans les attaques aveugles et meurtrières de l'armée israélienne. Le bilan à ce lundi comptait 34 488 Palestiniens tués et plus de 77 643 blessés, dont une majorité de femmes et d'enfants. Nous n'oublions pas non plus les otages israéliens et les civils palestiniens arbitrairement emprisonnés.

Dans un message sur un réseau social, le patron de l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens, l'UNRWA affirmait que le nombre d'enfants présumés tués en seulement quatre mois à Gaza est plus élevé que le nombre d'enfants tués en quatre ans dans l'ensemble des conflits à travers le monde.

Mais quelle espèce d'hommes sont-ils pour s'en prendre à des enfants ?

Tandis que l'ONU avance doucement pour condamner les actes d'Israël, il reste en Europe des politiques pour se cacher derrière l'article 51 de la Charte des Nations Unies reposant sur le principe de légitime défense, jusqu'à ce que le Conseil de sécurité ait pris les mesures nécessaires pour maintenir la paix et la sécurité internationales. **Mais alors que fait le conseil de sécurité ?**

Dans le même temps où Macron s'offusque du bout des lèvres de ce qui pourrait relever d'un génocide, et où la Cour Pénale Internationale menace de condamner les hauts dirigeants, on apprend que la France livre des armes à Israël.

Cette France qui s'écarte de jour en jour du siècle des lumières et de ceux qui ont su construire la paix. Cette France s'est abstenue lors du Conseil des droits de l'homme de l'ONU qui a adopté une résolution dans laquelle il appelle Israël à rendre des comptes pour d'éventuels crimes de guerre commis à Gaza et réclame un embargo sur les armes à destination d'Israël.

Et maintenant la famine à Gaza ... sous les yeux incrédules du monde entier !

Oui il est bien temps, n'en déplaise aux va-t-en-guerre, les Macrons, les Glucksmanns, il est temps de parler de paix, de faire la paix alors que les enjeux sociaux et environnementaux sont considérables. Sachons opposer la diplomatie et le règlement des conflits par le partage des richesses si nous ne voulons pas sombrer dans le chaos.

En Ukraine, au Soudan, en Palestine, en Éthiopie, au Congo, au Mozambique, faisons taire les armes. La paix maintenant !

Et pendant que certains à des fins politiques exacerbent les haines, la maison brûle.

Dans plus en plus de pays du monde, l'extrême droite arrive au pouvoir.

Elle y arrive toujours dans la même configuration, une alliance avec la droite. Et jamais par hasard, elle bénéficie du soutien des puissants et d'une partie du capital.

C'est ce que fait Vincent Bolloré en France qui étend son emprise sur un maximum de médias et sur le monde de l'édition pour installer ses idées rances. C'est aussi ce que fait Elon Musk aux États-Unis qui a racheté Twitter. Une partie de nos réseaux sociaux servent désormais de caisse de résonance à la fachosphère et à l'extrême droite.

L'arrivée de l'extrême droite au pouvoir a un impact immédiat : la multiplication des conflits guerriers dans le monde.

Nous dénonçons l'armement de l'Europe et de la France et les livraisons d'armes qui continuent en direction des zones de conflits ou meurent sans distinctions, civils et militaires.

La maison brûle.

En France, le Président de la République en tient la responsabilité directe, car c'est lui qui, comme jamais, a banalisé l'extrême droite en présentant le RN comme un parti républicain comme les autres.

C'est Emmanuel Macron qui a banalisé les idées d'extrême droite en les reprenant dans sa loi Asile-Immigration qui, pour la première fois depuis 1789 et la Révolution française, remet en cause du droit du sol.

C'est Emmanuel Macron qui devra s'expliquer devant l'histoire face à ses responsabilités écrasantes parce qu'avec sa politique d'une violence sociale sans précédent au service des puissants, il déroule le tapis rouge à l'extrême droite.

Oui, il faut le dire et le redire, l'extrême droite prospère sur les cendres laissées derrière elle par les politiques néolibérales.

Rappelons-le, il n'y a pas de pire ennemi pour le monde du travail que l'extrême droite.

Qui vote contre les augmentations de salaires en France, comme à Bruxelles ? C'est l'extrême droite et le RN.

Qui continue à porter des orientations racistes, sexistes et homophobes, c'est l'extrême droite et le RN.

Cette année revêt donc un caractère particulier pour le syndicalisme français puisque nous commémorons les 80 ans de l'adoption du programme du Conseil National de la Résistance bien nommée « Les jours heureux ».

Il ne s'agit bien sûr pas d'un rendez-vous nostalgique des travailleurs avec le passé mais bien d'un tremplin pour dépasser l'idéal progressiste que nos prédécesseurs avaient eu le courage de porter et d'imposer à un patronat et un personnel politique largement impliqué dans la collaboration avec l'ennemi.

Et ce n'est ni les propos de Denis Kessler ex-vice-président du MEDEF, ni ceux du jeune loup Gabriel Attal ne nous empêcheront de rêver notre futur et de le mettre en œuvre !

Si le premier, en 2007, portait l'idée de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance, le second s'y emploie en s'acharnant sur les plus précaires : les femmes, les demandeurs d'emploi, les agents de la fonction publique, les travailleurs des PME.

Le programme du **CNR** avait une double dimension.

Outre d'un plan d'action immédiat impliquant la Résistance intérieure française, des mesures à appliquer dès la libération du territoire :

- l'établissement de la **démocratie**,
- la mise en place du **suffrage universel**
- la **refonte** du système éducatif,
- un plan complet de **Sécurité sociale**,
- la **nationalisation** des grands moyens de production, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol...,
- le **droit au travail** et le **droit au repos**,

Pour la CGT, il ne s'agit pas seulement de commémorer cet évènement historique mais de replacer le programme du CNR dans le contexte d'aujourd'hui, alors que la [menace de l'extrême droite est bien réelle](#).

S'il n'est pas question de vouloir « rejouer » l'histoire, les points communs avec les années trente sont frappants :

- un capitalisme en fin de cycle ;
- les menaces sur les libertés ;
- la justice sociale abandonnée ;
- une 5^{ème} République à bout de souffle ;
- la montée du populisme et de l'extrême droite ;
- la montée de la militarisation et le retour de guerres conventionnelles ;
- la désunion des forces progressistes ;
- la recherche de boucs émissaires ...

Les points clés du programme du CNR sont toujours valables aujourd'hui et notamment : le lien entre résistance et alternative, le lien entre liberté, démocratie et propriété du capital, le lien entre la paix et la justice sociale.

C'est d'une unité aussi large que celle du CNR dont nous avons besoin. Nous, organisations syndicales, nous savons nous rassembler. Nous l'avons démontré contre la réforme des retraites et nous avons réussi aujourd'hui à conserver et approfondir cette unité.

Souvenons-nous des paroles du poète Louis Aragon « quand le blé est sous la grêle, fou qui fait le délicat ». Nous avons entre nous mille et un désaccords, mille et une raisons de nous diviser. Mais quelle est la priorité aujourd'hui quand l'extrême est aux portes du pouvoir ?

Se rassembler n'empêche pas de débattre. Alors travaillons à l'unité des travailleurs et des travailleuses pour gagner à l'image des femmes de ménage de chez Elior-Derichbourg qui après 4 semaines de grève ont gagné sur leurs revendications.

À l'approche des élections européennes du 9 juin à la proportionnelle et à un seul tour rappelons-le, pour celles et ceux qui se disent qu'on a tout essayé et que l'extrême droite serait la seule solution, nous leur disons de ne pas se faire enfumer par le parti du mensonge.

Rien n'est jamais écrit d'avance, et c'est pourquoi tout comme d'autres ont su le faire avant nous nous organisons pour écrire ensemble un nouveau programme de résistance !

Je vous **invite après les prises de parole** à vous procurer la réédition du programme du Conseil national de la Résistance *Les jours heureux* sur notre stand et à signer la pétition de soutien aux salariés d'ATOS.

Merci pour votre attention et bon 1^{er} mai.